



Lundi 8 avril 2013

Cahuzac ?

Un ministre exemplaire de la bourgeoisie

Nous sommes « *trahis, bafoués, dévastés, ulcérés...* » ont déclaré Hollande et ses ministres, suite à l'aveu de Cahuzac, lequel leur avait « *menti les yeux dans les yeux* ». On ne pensait pas les membres du gouvernement si sensibles.

Varin, le patron de Peugeot, a pu mentir pendant des mois sur la fermeture programmée de l'usine d'Aulnay-sous-Bois sans que les mêmes n'y voient un scandale et ne se sentent trahis. De même, quand l'homme d'affaire américain Gary Klesch, comme bien d'autres patrons voyous de France ou d'ailleurs, a repris plusieurs usines du groupe chimique Arkema pour pas un sou, avant de déposer le bilan 8 mois plus tard. Là non plus, ni émois ni sentiments de trahison parmi les caciques gouvernementaux de gauche comme de droite. Pour ces gens-là, mentir aux travailleurs, c'est normal. Frauder légalement pour empocher des millions et virer des salariés, c'est acceptable. Cela fait partie des règles mensongères mais légales de leur république bourgeoise, quel qu'en soit le numéro.

Un serviteur du système

Le parcours de ce monsieur Cahuzac est une belle illustration de ce que sont les serviteurs du capitalisme. Formé à la chirurgie cardiaque, il la délaisse pour la chirurgie esthétique, pompe à fric bien plus rentable. Sans parler de quelques allers retours entre les cabinets du ministère de la Santé et le « conseil » privé à l'industrie pharmaceutique. De quoi lui faire ouvrir un compte en Suisse par son pote de parties de golf, un avocat d'extrême droite proche de Marine le Pen. C'est donc avec un tel pedigree qu'on est nommé ministre du budget !

L'ex ministre du budget, chasseur de fraude fiscale, fraudait donc lui-même le fisc, sur les conseils de son « gestionnaire de fortune » et autres avocats spécialisés dans « l'optimisation fiscale »... légale ou illégale. Comme ces nombreux poissons qui naviguent dans les eaux troubles du capitalisme où la frontière entre le légal et l'illégal est très floue. Il s'agit-là des pratiques habituelles des grandes sociétés du CAC40, qui savent utiliser tous les dispositifs légaux nécessaires pour n'être imposées qu'à hauteur de 8 % de leurs bénéfices en moyenne, et se passer de la légalité pour le reste.

Leur morale et la nôtre

L'affaire Cahuzac montre simplement que ce n'est pas le fric qui manque, planqué ou non. Ces

gens-là ne connaissent pas la crise. Le gouvernement qui annonce régulièrement des mesures d'austérité n'aurait qu'à se servir dans les poches de la grande bourgeoisie, mais ce n'est pas sa volonté. Alors ils font celles des travailleurs.

La bourgeoisie se divise le travail : le patronat pleure la bouche pleine et licencie à tout va au nom de la compétitivité, pendant que ses hommes de main au gouvernement, formés à son image cynique et mensongère, font passer dans la loi toutes ses volontés. C'est le fonctionnement normal du capitalisme. De plus en plus insupportable en effet. De quoi renverser ce vieil ordre obsolète.

Leur loi et la nôtre

Oui, il faudra bien que le monde du travail, celui dont on baisse les salaires, qu'on exploite plus durement au travail ou qu'on jette à la rue, lui qui n'a pas de gestionnaire de fortune (et pour cause !) pour mieux contourner le fisc, se retrouve à un moment donné, massivement, dans la rue.

Mais certainement pas pour quémander un remaniement ministériel, ou une sixième république aussi exemplaire que les précédentes de ce sale système.

Mais en se donnant les moyens d'imposer la loi des travailleurs, d'une toute autre nature que celle de ces hypocrites républiques bourgeoises qui appliquent avec zèle la dictature du capital.

PSA : fabricant d'accidentés et de chômeurs

La direction a annoncé son classement des accidents du travail dans le groupe, site par site. Les chiffres de Saint-Ouen seraient mauvais, pas très étonnant quand on connaît nos conditions de travail. Mais, ce n'est pas pour reconnaître ces manquements que cette info nous est donnée, c'est pour nous faire culpabiliser et nous infantiliser à coups de « il faut être plus vigilant ! »

Et, pour couronner le tout, le site de Melun est cité dans les résultats sécurité du groupe avec, on s'en serait douté pour un site fermé, zéro accident... mais beaucoup de chômeurs tout de même !

Mutations forcées, première étape ?

Sous prétexte de baisse d'activité au Ferrage plusieurs ouvriers ont été forcés d'aller travailler dans d'autres secteurs de l'usine. Ce n'est déjà pas très agréable d'être traités comme des bouche-trous au sein même de l'usine mais, avec les nouveaux accords qui ont été signés au niveau national, la direction pourra nous envoyer sur d'autres sites sans qu'on ait le choix.

A nous de ne pas les laisser faire !

Ils déraillent... ce n'est pas à nous de trinquer !

Depuis la semaine dernière, une locomotive de 80 tonnes est bloquée sur les rails. PSA et la SNCF se renvoient la balle. Du coup la direction a mis en place l'évacuation des chutes en mode dégradé, par des bennes de camions. En tant que caristes, ce sont surtout nos conditions de travail qui sont dégradées, avec des risques supplémentaires pour notre sécurité.

Big Brother est parano

Il y avait déjà des caméras à l'extérieur de l'usine, et à l'intérieur à la cafétéria et dans le local batteries. Voilà que la direction a installé des caméras supplémentaires à l'extérieur et à l'intérieur côté Farcot. Avec les vigiles supplémentaires qui sont déjà en place, cela commence à faire beaucoup de surveillance. De quoi les patrons ont-ils peur ? Que la colère monte avec les attaques qu'ils préparent. Et ce ne sont pas des flopees de caméras qui vont le leur éviter.

Un ANI qui nous veut du mal

Le projet de loi qui transcrit le dernier accord national représente une régression sans précédent des droits des travailleurs qui deviendrait la norme... permettant de muter d'office un salarié (et de le licencier en cas de refus !), de baisser son salaire, d'augmenter son temps de travail, de licencier en nombre sans avoir à faire un plan social, lequel ne nécessitera qu'une homologation par l'Inspection du Travail pour être validé !

Nous serons tous touchés, bien que chacun

différemment, en fonction des modalités selon lesquelles notre patron choisira de mieux nous exploiter.

Nul besoin d'attendre à quelle sauce on va être mangé, c'est pour cette raison qu'une manifestation a eu lieu hier.

A bon entendeur, salut !

Jeudi dernier, à une centaine de grévistes, les salariés d'Aulnay sont allés à la porte de Versailles où se tenait un forum de l'emploi, principalement pour la fonction publique. Ils ont interpellé le ministre Lebranchu et perturbé l'inauguration en lui posant le problème que l'État, notamment Taubira, Sapin et Valls, interviennent pour faire pression sur Peugeot pour qu'il n'y ait pas de poursuites judiciaires et de licenciements ainsi qu'une négociation sur le mouvement contre la fermeture d'Aulnay.

Un détail qui en dit long

Mardi 2 avril, au changement d'équipe, un certain nombre d'ouvriers d'Aulnay parmi les 400 « prêtés » à Poissy se sont retrouvés bloqués au tourniquet faute de badge valide. Depuis des mois PSA leur en fait voir de toutes les couleurs : non seulement ils sont envoyés à des dizaines de km de plus de chez eux, sans aucune garantie d'avenir ni d'emploi car les contrats sont d'un mois renouvelable, mais en plus ils restent bloqués à la grille une fois arrivés !

Même humiliation pour les moniteurs revenus de Poissy qui racontent qu'ils doivent à nouveau y faire leurs preuves. Voilà qui montre ce que valent les promesses de reclassement pour les salariés d'Aulnay.

Saturer pour mieux fermer

Dans son projet de nouvelle répartition des fabrications pour lui permettre la fermeture d'Aulnay, la direction PSA table sur la reprise de la production de C3 par l'usine de Poissy. Elle l'a même délesté d'une partie de la production de la 208 vers Mulhouse. Cela implique d'augmenter le taux Harbour qui mesure la capacité théorique de production. Elle vise au-delà de 100 % (les 2x8, 235 jours par an), et veut l'augmenter au moindre coût en démantelant l'équipe de nuit de Poissy et en évitant d'en monter une à Mulhouse.

C'est la raison pour laquelle elle a procédé à diverses annonces : à Poissy et à Mulhouse ce sont 1h00 à 1h30 par jour qu'il faudrait travailler en plus, ainsi que des samedis. PSA n'a pas attendu le vote de la nouvelle loi, elle impose la flexibilité aux salariés dans l'esprit MEDEF de la loi : Flexibilité des salariés - Sécurité des profits.